

La CITE DU TRAVAIL par Bruno TRENTIN

Contribution de Pierre HERITIER

- Il ne s'agit pas ici de seulement commémorer la mémoire d'un ami mais de débattre de la pensée vivante, brûlante, dérangeante d'un syndicaliste intellectuel qui nous invite à repenser notre action.
- La démarche de Trentin relève du marxisme, un marxisme ouvert, critique en particulier à l'égard des courants marxistes, de la gauche et du syndicalisme, critique et auto-critique car il ne s'exclut pas des événements qu'il analyse.
- Avec un peu d'audace, je parlerai d'un « marxisme libertaire » dans la mesure où il s'oppose radicalement à Lénine et à toutes les formes de technocratie et de bureaucratie. Mais surtout parce qu'il place la démocratie au cœur de tous les processus de changement dans le social comme dans l'Etat, dans l'économie comme dans tous les rapports de travail.

Ces conceptions nous rappellent celles de Pelloutier qui parlait de travailleurs libres et responsables. Elles nous rappellent aussi l'expression du **courant autogestionnaire de la période 1968/1973**.

Mais il apporte un outillage intellectuel qui a fait défaut jusque-là.

- Bruno Trentin incarne à merveille « le réformisme transformateur », le vrai réformisme transformateur. Michel Bosquet, alias André Gorz, qualifiait cette gauche italienne de « réformiste révolutionnaire ».

Comme toujours dans le débat intellectuel, l'auteur construit et précise sa pensée dans la contestation et la confrontation avec l'histoire, sans s'exclure des épisodes où il était mêlé au titre de la FIOM ou de la CGIL. Confrontation vive et parfois radicale avec les grands théoriciens.

Il est difficile d'évoquer la pensée de Bruno sans rentrer dans le cœur du sujet, au risque de ne pas se faire bien comprendre ou de se faire contester.

À propos de l'histoire, Bruno Trentin n'exclut ni les échecs, ni les périodes difficiles où il était impliqué comme acteur. Je pense à l'accord de 1993 entre les syndicats et le patronat italiens. Quand il parle de 1920 ou des limites des programmes et des propositions italiennes, il nous parle des impasses, des échecs et des limites de la gauche et du syndicalisme aujourd'hui. Visiblement, il pense comme Marc Bloch, que la **compréhension de l'histoire est nécessaire à l'action. Nous pouvons déjà retenir cet enseignement : il n'est pas possible de construire un projet d'avenir sans intégrer dans l'analyse même de la situation la critique du passé et les leçons de l'histoire.** Nous mesurons la falaise du travail à réaliser et la profondeur du gouffre qui nous empêche d'avancer. J'y vois l'explication d'un déclin idéologique mortifère qui laisse un vide que la nouvelle pensée unique s'empresse de combler, créant ainsi une nouvelle impasse propice au populisme.

- Lorsqu'il se livre à la critique des gauches italiennes ou des grands théoriciens de la gauche radicale ou modérée, il met en exergue les fondamentaux de sa pensée !

1) La critique fondamentale des avant-gardes, de la séparation dirigeants/dirigés y compris dans les partis de la gauche et dans les syndicats. La tentation est grande pour une direction politique, syndicale ou technocratique, de penser qu'elle est mieux à même de savoir ce qui est bon pour le peuple - c'est le léninisme - ou de proclamer « ce qui est de l'intérêt général et ce que le peuple doit accepter ». ça c'est la dérive droitière et souvent technocratique.

Pourtant, Bruno Trentin ne s'en remet pas au spontanéisme mais au débat, à la qualité des dirigeants, à leur pédagogie et à sa conception fondamentale : le vrai changement c'est celui qui permettra aux travailleurs de reconquérir le travail dont il a été spolié, qui permettra de faire émerger des travailleurs citoyens parce que libérés de cette spoliation et de cet assujettissement et

des citoyens travailleurs parce que les changements constituent aussi des bases nouvelles porteuses de légitimité dans l'exercice de la démocratie politique.

2) Les échecs de la transformation tiennent à des stratégies qui occultent la question du travail :

- Lénine ne cachait pas son admiration pour le taylorisme, Gramsci en quête d'un compromis social dans la société civile, laissant intact le champ de l'entreprise, respectant ainsi l'essence du fordisme qui consiste à laisser aux dirigeants d'entreprise le pouvoir d'organiser le travail et, le plus souvent, la liberté de disposer du pouvoir économique. Mais Bruno Trentin propose un dépassement de Gramsci plutôt qu'une condamnation.
- Les partis de gauche italiens, les sociaux-démocrates, mais aussi, pourrait-on dire, les stratégies du type « programme commun » occultent aussi la question du travail. Elles sont centrées sur les stratégies de conquête du pouvoir d'État et de répartition, sans volonté ni propositions de transformation des rapports de travail. Au mieux, elles tiennent un discours général renvoyant à plus tard la question de l'émancipation des travailleurs. Au pire, partageant la pénurie, elles se contentent d'occuper le pouvoir et de se partager des postes : qu'y-a-t-il de changé pour les travailleurs ?
- Le courant qui a fait émerger l'idée d'autogestion s'est lui-même éteint en 1973. C'est dans cette période que la question du changement politique a pris le pas sur le reste... En lisant « La Cité du travail » j'ai été convaincu que là est la raison essentielle. Mais je devine une autre objection : la montée du chômage a pris le pas sur le reste, elle envahit tout le champ de la réflexion, elle est devenue la question exclusive. Et j'entends la critique : est-ce que la pensée de Bruno Trentin est toujours valable par temps de crise ? L'idée de changer le travail n'est-elle pas étroitement liée au « fordisme triomphant » ? L'heure n'est-elle pas à la compétitivité, aux nouvelles technologies, aux formes nouvelles de management et à la flexibilité ?

3) Bruno Trentin a répondu sur les nouvelles technologies et les nouvelles formes de management. Constatons que les travailleurs ont un champ de vision et de responsabilité restreint par des procédures qui consacrent la division entre conception/exécution lorsque les mêmes salariés peuvent surfer sur le net et accéder à des informations tous azimuts. Pouvons-nous rester « sourds » à cette contradiction ? Bruno Trentin nous disait : comment parler de compétitivité sans parler du travail, de l'organisation du travail, des rapports de travail. Des avancées dans ce domaine libèreraient un « potentiel » fabuleux !

4) Le rôle central du syndicalisme. J'ai découvert dans « La Cité du travail » un texte de Marx époustouflant qui fait l'éloge du syndicalisme et de l'indépendance syndicale. Dans le « réformisme transformateur » qui se dégage de l'ouvrage... le syndicalisme apparaît comme un acteur majeur. C'est lui qui devrait être au cœur d'un nouveau compromis social dont Gramsci a tracé la voie, une voie empruntée par Robert Boyer et l'école de la régulation... ce n'est pas la voie royale, mais c'est un peu la nôtre à Lasaire. Bruno Trentin fait une critique de fond de Gramsci mais je crois qu'il nous propose, qu'il nous suggère un dépassement et non pas une condamnation.

Dans la CGIL il y a eu des oppositions entre socialistes partisans d'une sorte d'union de la gauche et le Secrétaire Général, plus proche de Berlinguer, qui défendait un vaste compromis social.

Marx avait remis Hegel sur ses pieds. Bruno Trentin, dans son travail de révision du compromis social, remet la stratégie de Gramsci sur des bases fondamentales. Le signe d'un changement social, c'est qu'il y ait des changements réels pour ceux qui travaillent : « produire autre chose - j'en ai peu parlé - et produire autrement ».

Le deuxième enseignement fort que je tire de cet ouvrage : « c'est que nous devons nous attacher à redéfinir les termes et les contours d'un nouveau compromis social ».

Il existe, je crois, deux contradictions majeures dans le développement du capitalisme financier et technocratique actuel :

- La première c'est l'existence d'une large fracture qui sépare les privilégiés, peu nombreux, et les bénéficiaires du système d'avec la majorité de ceux qui souffrent de ce système mais aussi de ceux qui sont entravés par son emprise. Cette fracture dessine des alliances qui se dessinent du côté du patronat industriel.
- La deuxième contradiction touche à l'étranglement de la démocratie de plus en plus assujettie à des centres de décisions peu légitimes et lointains.

Le troisième enseignement je le formulerai ainsi : « comment remettre la démocratie sociale au cœur du compromis social » et comment faire de la démocratie sociale un outil pour les salariés eux-mêmes ? Il faut que les syndicats puissent intervenir sur les stratégies d'entreprise et, au-delà, de l'avenir des filières de production... mais il faut aussi que les choses bougent dans la vie de travail du salarié, qu'il retrouve un espace et du pouvoir sur son travail, que sa qualification soit reconnue, entretenue, valorisée, que le travail humain vivant reprenne le pas sur les structures et sur les technologies. Ce processus permet de produire un homme nouveau, un citoyen à part entière.

Enfin, un dernier enseignement, ce sera ma conclusion : l'unité d'action sociale. Nous vivons des temps difficiles. J'avais interrogé Bruno Trentin sur la rupture de l'unité syndicale italienne. Le virage de la CISL paraissait justifier la rupture. Bruno déplorait le virage et souffrait de la rupture. Mais il considérait que les torts étaient partagés : « nous sommes toujours quelque part chacun responsable de la division. Quand existent des divergences, la discussion est encore plus importante. La recherche de l'échange et de l'unité constitue un but en soi ».

12 février 2013